L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 30 OCTOBRE 1857.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
ÉDITEURS PROPRIÉTAIRES:
G. F. WEISSE, N. DUFOUR,
K. DUVERGER, S. HAIRBY.
rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 30 OCTOBRE.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

BUREAUX D'ÉLECTION.

Nous prie de rappeler aux électeurs que, en vertu de la loi électorale maintenant en vigueur, les polls seront, le 2 novembre, ouverts à HUIT heures du matin et fermés à QUATRE heures de l'après midi.

Ventes à l'encan de ce jour.

PAR FRANCIS FERNANDEZ — A 10 heures et demie du matin. No 6, rue de Chartres, entre Canal et Toulouse. —Bijoux, installations diverses, vitrines, &c.

PAR BLAKE ET HARTSHORN—A 10 heures A. M., en leur magasin, 6 encan, rue de Chartres, No 77—Cinquante chaudières, une boîte plan tard, as pre-mier, chemises américaines, habillements d'hiver, etc.

PAR FOSTER & THOMAS—A 11 heures, passage de la Bourse, No 19—Vin d'orange et meubles.

Tactique du Gouvernement.

Les désastres financiers qui atteignent un pays exercent toujours quelque influence sur sa politique. Aux Etats-Unis, il est impossible que tout l'intérêts aient de leur ruine que les partis s'en émeuvent et modifient leur attitude. Nous signalions hier la détresse des républicains-mous; beaucoup de démocrates qui s'étaient jetés dans les bras du free soilisme se sont hâtés de les abandonner, dès que la tempête financière a éclaté. A gagner, et de se rallier à la défense nationale, dans l'espérance que l'administration viendrait en aide au peuple. Mais on assure que le gouvernement ne sera pas plus léger et à aisé.

Le secrétaire du trésor ne croit pas que la diminution du revenu des douanes soit considérable; il ne recommandera conséquemment pas au Congrès de mesures extraordinaires, mais il faut en croire la correspondance du *Herald*, le cabinet s'est décidé à faire de grandes économies. Ainsi, le budget de l'armée et de la marine sera réduit; les travaux seront suspendus dans les divers ports; on n'entreprendra plusieurs millions; les travaux publics, autres que ceux dont l'urgence est démontrée, seront également interrompus; il est probable qu'il faut le relevé des crédits pour l'ordre de rentrer dans les partis; la subvention payée à plusieurs lignes de steamers pour le transport de la malle sera supprimée; l'allocation destinée à l'entretien des phares sera diminuée et les privilèges de pêcheries abolis.

M. Cobb pense pouvoir réduire de la sorte l'un vingt-cinq millions les dépenses du gouvernement, pendant la prochaine année, et maintenir l'équilibre entre l'actif et le passif du trésor, mais être obligé de recourir au emprunt. Le président, dit-on, demandera peut-être que les droits sur le thé, le café et le sucre soient légèrement augmentés.

Si cette conduite que l'on prête à l'administration est vraie, ce sera pour le mieux; et nous espérons que M. Buchanan ne la suivra pas. Il est pas à une époque de gêne universelle, il est plus que jamais obligé de chercher à ranimer l'industrie. Il est clair que, si on dépense pendant le prochain exercice, vingt-cinq millions de moins que l'année dernière, ces vingt millions soustraits à la circulation, ne diminueront le commerce et les affaires de bénéfices légitimes qu'ils rétablissent à présent.

Une économie serait désastreuse. Le gouvernement américain, nous le répétons, est riche; les riches pourquoi refuse-t-il de contribuer au soulagement de ceux qui souffrent? Admettons que l'augmentation des dépenses dépassât son revenu, ce déficit serait très-utile. Le ministère de l'administration serait inexcusable, et les gouvernans se méprendraient complètement sur leur véritable mission s'ils méconnaissaient que leur seul devoir est de veiller le trésor fédéral. Les finances de l'Union sont prospères parce que le pays est riche et jouit d'une abondance sans égale; elles ne doivent concourir au maintien de cette richesse et de cette abondance.

Nous voyons verrions avec tristesse M. Buchanan se prêter encore en ce moment pour un système d'économie qui aggraverait la situation.

Le commerce a besoin d'aide, et le gouvernement est seul en état de la lui accorder, en dégageant son budget. Qu'on prenne qu'il est obligé à la fin de l'année d'emprunter quelques millions, le revenu public s'accroîtra à mesure que les affaires reprendront leur cours accoutumé, lui permettra de rembourser promptement ses créanciers.

Nous avons dit que le secrétaire du trésor ne croit pas que le revenu des douanes soit considérablement diminué. Il ne recommandera conséquemment pas au Congrès de mesures extraordinaires, mais il faut en croire la correspondance du *Herald*, le cabinet s'est décidé à faire de grandes économies. Ainsi, le budget de l'armée et de la marine sera réduit; les travaux seront suspendus dans les divers ports; on n'entreprendra plusieurs millions; les travaux publics, autres que ceux dont l'urgence est démontrée, seront également interrompus; il est probable qu'il faut le relevé des crédits pour l'ordre de rentrer dans les partis; la subvention payée à plusieurs lignes de steamers pour le transport de la malle sera supprimée; l'allocation destinée à l'entretien des phares sera diminuée et les privilèges de pêcheries abolis.

M. Cobb pense pouvoir réduire de la sorte l'un vingt-cinq millions les dépenses du gouvernement, pendant la prochaine année, et maintenir l'équilibre entre l'actif et le passif du trésor, mais être obligé de recourir au emprunt. Le président, dit-on, demandera peut-être que les droits sur le thé, le café et le sucre soient légèrement augmentés.

Si cette conduite que l'on prête à l'administration est vraie, ce sera pour le mieux; et nous espérons que M. Buchanan ne la suivra pas. Il est pas à une époque de gêne universelle, il est plus que jamais obligé de chercher à ranimer l'industrie. Il est clair que, si on dépense pendant le prochain exercice, vingt-cinq millions de moins que l'année dernière, ces vingt millions soustraits à la circulation, ne diminueront le commerce et les affaires de bénéfices légitimes qu'ils rétablissent à présent.

Une économie serait désastreuse. Le gouvernement américain, nous le répétons, est riche; les riches pourquoi refuse-t-il de contribuer au soulagement de ceux qui souffrent? Admettons que l'augmentation des dépenses dépassât son revenu, ce déficit serait très-utile. Le ministère de l'administration serait inexcusable, et les gouvernans se méprendraient complètement sur leur véritable mission s'ils méconnaissaient que leur seul devoir est de veiller le trésor fédéral. Les finances de l'Union sont prospères parce que le pays est riche et jouit d'une abondance sans égale; elles ne doivent concourir au maintien de cette richesse et de cette abondance.

Nous voyons verrions avec tristesse M. Buchanan se prêter encore en ce moment pour un système d'économie qui aggraverait la situation.

Le commerce a besoin d'aide, et le gouvernement est seul en état de la lui accorder, en dégageant son budget. Qu'on prenne qu'il est obligé à la fin de l'année d'emprunter quelques millions, le revenu public s'accroîtra à mesure que les affaires reprendront leur cours accoutumé, lui permettra de rembourser promptement ses créanciers.

Nous avons dit que le secrétaire du trésor ne croit pas que le revenu des douanes soit considérablement diminué. Il ne recommandera conséquemment pas au Congrès de mesures extraordinaires, mais il faut en croire la correspondance du *Herald*, le cabinet s'est décidé à faire de grandes économies. Ainsi, le budget de l'armée et de la marine sera réduit; les travaux seront suspendus dans les divers ports; on n'entreprendra plusieurs millions; les travaux publics, autres que ceux dont l'urgence est démontrée, seront également interrompus; il est probable qu'il faut le relevé des crédits pour l'ordre de rentrer dans les partis; la subvention payée à plusieurs lignes de steamers pour le transport de la malle sera supprimée; l'allocation destinée à l'entretien des phares sera diminuée et les privilèges de pêcheries abolis.

M. Cobb pense pouvoir réduire de la sorte l'un vingt-cinq millions les dépenses du gouvernement, pendant la prochaine année, et maintenir l'équilibre entre l'actif et le passif du trésor, mais être obligé de recourir au emprunt. Le président, dit-on, demandera peut-être que les droits sur le thé, le café et le sucre soient légèrement augmentés.

Si cette conduite que l'on prête à l'administration est vraie, ce sera pour le mieux; et nous espérons que M. Buchanan ne la suivra pas.